

EXCLUSIF. Marine Tondelier : « Nous, Écologistes, demandons à Emmanuel Macron un référendum »

« Les institutions de la Ve République sont fatiguées. » Dans « Ouest-France », Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, dévoile que son parti demande, par un référendum, la mise en place d'une Assemblée constituante pour débloquer la situation et réconcilier les Français avec les politiques. Elle en profite pour répondre aux autres sujets du moment : non-censure du gouvernement Bayrou, budget en recul sur l'écologie, dissensions entre les Socialistes et les Insoumis...

« Les institutions de la Ve République sont fatiguées, elles sont mal adaptées à un contexte politique qui fait du bipartisme un souvenir lointain. Nous, Écologistes, demandons au président de la République d'organiser un référendum sur ce sujet et de mettre en place une Assemblée constituante », explique la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, dans un entretien exclusif à *Ouest-France*.

Le gouvernement Bayrou va-t-il échapper à la censure ?

J'ai l'impression que le Parti socialiste a augmenté l'espérance de vie de ce gouvernement. Pour nous, Écologistes, la censure était une question de cohérence élémentaire. Je pense qu'aucun de nos députés ne l'a votée par plaisir, mais il était parfaitement logique de le faire vu le peu de cas qui est fait de l'écologie dans ses politiques. Le gouvernement censure l'écologie dans le budget, les écologistes censurent le budget du gouvernement. Et personne ne nous en a fait le reproche.

Le discours des socialistes sur « l'esprit de responsabilité » ne vous a pas convaincu ?

Parfaite reprise des éléments de langage macronistes... En les écoutant tenter de justifier leurs positions, on a surtout entendu beaucoup de contorsions. Nous, nous ne regrettons pas d'avoir essayé de discuter avec le gouvernement, même si le résultat est extrêmement décevant. Tout ce que nous pouvions faire, nous l'avons fait. Mais de là à parler « d'avancées sociales », non ! C'est se moquer du monde.

Pourquoi ?

Les socialistes voulaient tellement justifier ce qu'ils s'apprêtaient à faire qu'ils se sont acharnés à présenter comme des victoires des

choses qui n'en étaient pas. Oui, nous avons tenté de nous interposer socialement et environnementalement entre ce gouvernement et les Français. Nous avons obtenu, avec les socialistes et les communistes, quelques concessions, c'est vrai : 4 000 postes dans l'éducation qui ne seront pas supprimés, le retrait des « trois jours de carence » pour les fonctionnaires, le renoncement au déremboursement de certains médicaments. C'est toujours ça de pris, mais ce ne sont pas pour autant des victoires. Ce sont des « non-reculs », c'est très différent, et cela n'en empêche pas d'autres. Les fonctionnaires échappent aux trois jours de carence, par exemple, mais ils ne seront plus remboursés qu'à 90 % de leurs arrêts maladie. Et tout est comme ça.

La formule « mieux vaut un mauvais budget que pas de budget du tout » ne vous convient pas ?

Non. Il faut bien comprendre que ce n'est pas juste d'un mauvais budget « pour 2025 » dont on parle. Ce nouveau budget, l'un des plus austéritaires depuis longtemps, servira de référence pour tous ceux des années à venir. Il crante de nombreux reculs, et ça n'a rien d'anodin. Le budget Barnier, c'était 2 milliards en moins sur des dispositifs importants pour l'écologie. Les sénateurs ont alourdi la facture en retirant 1,3 milliard supplémentaire. Là aussi, j'en ai voulu à nos partenaires, parce qu'ils ne se sont pas beaucoup battus sur le sujet. À la sortie de la commission mixte paritaire, le député PS Philippe Brun s'est même félicité d'avoir « gagné » 300 millions d'euros pour l'écologie. Il a « oublié » de dire que nous perdions donc 3 milliards, qui seront entérinés dans le référentiel qui servira de base à l'élaboration des prochains budgets. Il faut avoir du culot pour présenter cela comme une avancée ou une victoire !

Comment ces coupes se traduiront-elles concrètement ?

MaPrimeRénov, pour isoler son logement, c'est moins 50 %. Le leasing social pour acheter un véhicule électrique, moins 66 %. Ce sont pourtant deux dispositifs qui rendent du pouvoir d'achat aux Français, en luttant contre la précarité énergétique. Le fonds vert, pour aider les collectivités à faire face aux conséquences du changement climatique, moins 54 %. Le Plan vélo, lancé par Élisabeth Borne en 2023 n'est plus du tout doté. Près de 400 collectivités ont cru à ce plan qui était censé disposer d'un budget annuel sur la période 2023-2027. Elles ont fait travailler leurs équipes, organisé des concertations, monté des dossiers complets et complexes... pour rien. Zéro euro pour le Plan vélo en 2024, et zéro euro en 2025. De qui se moque-t-on ? Quand, par miracle, la cause écologiste « micro-progresse » sur un sujet, ça dure à peine un an avec les macronistes ! Ils ne peuvent pas s'empêcher de tout détruire.

Les ministres Amélie de Montchalin et Valérie Létard assurent pourtant que MaPrimeRénov « n'a pas été rabaotée » ?

Elles aussi, elles se moquent du monde. Les crédits sont diminués de moitié.

La motion de censure « spontanée », déposée par le PS après le débat budgétaire, a-t-elle une chance d'être adoptée ?

On vit dans un monde où tout est possible, mais il y a un côté « pistolet à eau » dans tout ça. Les socialistes savent bien que le Rassemblement national ne votera pas un texte dénonçant l'emploi du terme « submersion migratoire ». C'est l'assurance vie du gouvernement. Et le chantage qu'il exerce depuis des mois va porter ses fruits.

Quel chantage ?

Le pouvoir savait depuis le mois de février que ça n'allait pas à Bercy, qu'ils s'étaient copieusement planté budgétairement et que cela nous coûterait très cher... et ils l'ont volontairement caché. D'abord pour ne pas perturber les européennes, puis les législatives, puis les Jeux olympiques. Ils ont été obligés de dire la vérité à l'automne, après avoir refusé de donner un Premier ministre à la France pendant des semaines. Que de temps perdu, qui a rendu l'exercice budgétaire impossible à préparer correctement. Alors que les politiques menées actuellement ont été désavouées des deux manières les plus légitimes qui soient : par les urnes, d'abord, au moment des législatives anticipées ; par la censure du gouvernement Barnier, ensuite, un fait extrêmement rare dans la Ve République. Nous continuons pourtant à avoir un Premier ministre issu du socle présidentiel, qui repart du budget de son prédécesseur, rejeté, en l'aggravant ! Cela entraîne forcément des conséquences lourdes en termes démocratique. La confiance entre le pays et les politiques va être extrêmement compliquée à reconstruire. Cela demandera des gestes forts.

Lesquels ?

Dans son allocution du 31 décembre, Emmanuel Macron a proposé aux Français de les consulter. Chiche ! La seule question qu'il doit leur poser, c'est « *êtes-vous d'accord ou non pour la mise en place d'une constituante chargée de proposer une nouvelle Constitution pour notre pays ?* ». Les institutions de la Ve République sont fatiguées, elles sont mal adaptées à un contexte politique qui fait du bipartisme un souvenir lointain. Nous, Écologistes, demandons au président de la République d'organiser un référendum sur ce sujet et de mettre en place une Assemblée constituante.

Il est déjà question de proportionnelle pour les élections législatives, sans qu'il soit nécessaire d'en passer par un référendum...

Si on ne fait que la proportionnelle sans la démocratie parlementaire qui va avec, on n'y arrivera pas. Et je ne crois pas du tout qu'il s'agisse d'un débat « hors-sol », qui serait loin des préoccupations des Françaises et des Français. Sur les ronds-points, les Gilets

jaunes parlaient du référendum d'initiative citoyenne. Dans les manifestations contre les retraites, on parlait du 49.3. Le pays a toujours été à l'avant-garde de ces sujets, qui n'appartiennent pas qu'aux élus ou aux partis. Les citoyens en ont marre de se faire enfler. Ils n'iront plus voter s'ils n'ont pas la certitude que leur bulletin de vote sert bien à quelque chose.

Socialistes et Insoumis sont-ils à nouveau irréconciliables ? C'en est définitivement fini du Nouveau Front populaire ?

J'ai fait 20 minutes d'interview télé mercredi soir, dont 15 de questions sur « *Jean-Luc qui a dit ça sur Olivier* » ; « *Olivier qui a dit ceci sur Jean-Luc* »... Nous sommes systématiquement ramenés à des questions sur la personnalité de gauche qui a dit le truc le plus horrible sur une autre personne de gauche dans les 24 dernières heures. Si on taxait les gens de gauche qui disent du mal d'autres gens de gauche, on pourrait résorber une partie de la dette de l'État ! Nos électeurs sont dépités par ce spectacle, qui nous ridiculise. La vérité, c'est que nous n'avons pas d'autre choix que de nous entendre si nous ne voulons pas perdre toute chance de victoire en 2027. Ce qui se joue aujourd'hui, ce n'est pas l'image des uns et des autres, mais notre capacité, un jour, à faire en sorte qu'une politique progressiste, de gauche, écologiste, puisse être mise en œuvre dans ce pays.

Les dissensions à gauche peuvent-elles faire perdre des villes aux écologistes en 2026 ?

Les Écologistes préparent cela avec attention et avec un grand esprit de responsabilité, parce que les communes sont le premier rempart face aux crises sociales et environnementales. Alimentation, logement, transports, solidarités... Sur tous les territoires, l'écologie est un vecteur de cohésion. Elle est ce qui relie et réconcilie, ce qui apaise et protège. Nous avons une force extraordinaire : nous pouvons nous appuyer sur le bilan de nos maires pour montrer que l'écologie au pouvoir, ça marche. Et pas uniquement dans les grandes villes, une centaine de communes ont des maires écologistes, dont la grande majorité sont de petites, voire de très petites communes. Nos élus y font des choses remarquables, qui améliorent le quotidien et qui protègent les lendemains. Nous travaillons localement avec tous nos partenaires de gauche. Comme nous le faisons au niveau national, nous allons tout faire pour garantir des alliances gagnantes pour le camp progressiste.

Les Écologistes désigneront leur secrétaire national en avril. L'ancienne députée européenne Karima Delli est candidate contre vous ?

Trois personnes se sont déclarées, et sûrement y en aura-t-il d'autres, mais qui ne sont à ce stade que des précandidatures. Elles doivent, pour être formellement validées, recueillir un certain nombre de parrainages. Je ne peux donc pas encore vous dire combien nous serons à la fin sur la ligne de départ, mais il est sain

d'avoir plusieurs propositions d'incarnations et de projets dans un parti. Le nôtre revenait de loin quand j'en ai pris la tête, en décembre 2022. Il y avait beaucoup de choses à reconstruire, nous avons changé de nom, de logo, de statuts, de manière de fonctionner ensemble, d'image aussi, je pense, et tout le monde y a contribué. C'est un mandat de transition qui s'achève, qui a remis notre formation politique sur les rails. Nous devons être beaucoup plus ambitieux pour le suivant. Mais il faudra veiller à ce que ce ne soit pas un congrès nombriliste. Pas au moment où l'écologie est attaquée de toutes parts, en France, en Europe et dans le monde.

L'élection de Donald Trump et la sortie - à nouveau - des États-Unis de l'Accord de Paris vous inquiète ?

Évidemment. Pour lui, comme pour d'autres, l'écologie est le grand bouc émissaire du moment. Il fut un temps où le monde était structuré par l'internationale socialiste, ou le mouvement altermondialiste. Aujourd'hui, le camp le plus structuré au niveau mondial, c'est l'amicale fasciste. Elle est composée d'hommes politiques très puissants et de gens extrêmement riches qui achètent les médias et le pouvoir, et menacent l'habitabilité de la planète. La seule idéologie capable de proposer un modèle alternatif, de résister, c'est l'écologie. Ce qui se joue pour l'avenir, c'est l'écologie contre la barbarie. La victoire du camp du bien contre le camp du mal. C'est une coalition au niveau mondial, qu'il faut structurer. Et si la France bascule en 2027, c'est toute l'Europe - dernier rempart contre la barbarie - qui vacillera.

Les Écologistes peuvent espérer obtenir des victoires au Parlement, compte tenu des divisions au sein de l'Assemblée ?

Bien sûr ! Nos parlementaires se battent d'arrache-pied pour cela, en essayant d'aller chercher des majorités sur les textes que nous portons. Lors de la prochaine journée d'initiative parlementaire du groupe écologiste et social, nous souhaitons faire avancer des dossiers importants, notamment sur la santé environnementale, avec l'interdiction des PFAS, ces polluants éternels qui contaminent notre planète et notre santé, et l'adoption d'une loi pour protéger la qualité de l'eau potable. Nous nous battons aussi pour plus de justice sociale, avec l'interdiction des licenciements boursiers et l'instauration d'un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros. Car face au déficit public, le gouvernement coupe au lieu de chercher l'argent là où il dort et où il s'accumule dans des proportions indécentes.

Quels sont les autres sujets législatifs que vous suivrez ?

Un autre sujet qui me tient à cœur, c'est celui sur la fin de vie. J'ai été très choquée que ce texte, prêt à être adopté, ait été balayé par la dissolution alors que des gens qui souffrent, et des familles entières avec eux, attendent cette évolution législative. Il y a eu une Convention citoyenne, plusieurs comités et commissions de bioé-

thique ont travaillé dessus, et on perd du temps parce que le monde politique a la tête ailleurs. Je ne trouve pas ça à la hauteur.



Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes (EELV), dans les locaux parisiens du journal.

Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes (EELV), dans les locaux parisiens du journal.

Stéphane Geufroi / Ouest-France

Propos recueillis par Stéphane VERNAY.

